



Débat avec Bernard Friot sur les enjeux du projet de contre-réforme de la fonction publique

Une vaste offensive a été lancée contre les fonctionnaires. **Le gouvernement veut faire adopter un projet de loi avant l'été qui remet en cause, en profondeur, les fondements de la fonction publique** : cf. l'édito du dernier numéro de notre journal : http://sud-dg.fr/pdf/Journal_n02.pdf

Recette pour s'attaquer au statut de fonctionnaire (la recette marche aussi pour d'autres « privilégiés ») : relancer une campagne de dénigrement des fonctionnaires sur les thèmes de « c'est des feignants », « c'est des privilégiés »...

Le timing est bon puisqu'un rapport de l'Inspection générale des finances affirmant que 310 000 fonctionnaires (sur 1,1 millions « audités ») travaillent moins de 35 h par semaine, qu'il faut mettre fin au « scandale » des jours de fractionnement, etc. vient de fuiter (le 26 mars par le Figaro). Notre ministre, Gérard Darmanin, n'a plus qu'à se précipiter sur RTL pour affirmer qu'il « *souhaiterait que dans la fonction publique d'État et dans la fonction publique territoriale, les fonctionnaires fassent 35 heures comme tous les Français qui travaillent dans une entreprise* ».

Et vous ? Vous avez vraiment l'impression de ne pas travailler 35 h ? Les écrêtages (parfois récurrents dans certains services) ne semble pas indiquer une tendance au désœuvrement. .

Quand nos ministres racontent n'importe quoi sur la croissance et les gilets jaunes

Bruno Le Maire et Gérard Darmanin ont un culot incroyable. L'arrogance atteint chez eux des sommets. Cherchant à imputer aux gilets jaunes la responsabilité de leurs échecs, Le Maire a décrété le 28 février que les gilets jaunes étaient responsables à eux seuls d'une perte de 0,2 point de croissance au quatrième trimestre. Il a été quelques semaines plus tard démenti par la Note de conjoncture de l'Insee qui confirme l'estimation de 0,1 point de croissance perdu au quatrième trimestre... et qui souligne que les 10 milliards obtenus par les gilets jaunes dynamiseront la croissance en 2019. Le mouvement des Gilets Jaunes semblent donc peut être même positif pour la croissance.

Mais le pompon revient indiscutablement à Darmanin, dont l'intervention sur LCI le 19 mars mérite d'être retranscrite (<http://discours.vie-publique.fr/notices/193000599.html>) : « Aujourd'hui le mouvement des gilets jaunes, il a détruit plus d'emplois, et il a détruit plus de richesses que la plupart de ce que nous avons connu depuis les dix dernières années, des manifestations, des contestations, des crises économiques, c'est quand même un scandale absolu. Aujourd'hui les gens qui ont pris le gilet jaune et qui ont

manifesté, qui aujourd'hui dévastent une partie de Paris, de Bordeaux, de Toulouse, ont plus détruit de richesses et d'emplois que les dix dernières années ». Darmanin semble avoir oublié la crise de 2008 (pour ne citer qu'elle) et il n'a visiblement peur de rien, en tout cas pas du ridicule !

Il a aussi affirmé : « Nous ferons 1,4 % cette année, mieux que quasiment tous les pays européens. (...) Et donc c'est dommage. 1,4 % de croissance, on aurait peut-être 0,2, 0,3 de plus, si jamais il n'y avait pas eu le mouvement des Gilets jaunes ». Darmanin est donc déjà capable de prévoir que les gilets jaunes enlèveront 0,2 ou 0,3 point à la croissance de 2019 ! Quel talent ! L'Insee devrait l'embaucher !

D'ailleurs, l'Insee aussi a fait son rapport. Un rapport de l'inspection générale sur les règlements intérieurs, allait dans le même sens que celui de leurs collègues de l'inspection générale des finances : il s'agissait de stigmatiser les jours de fractionnement, les jours de récupération, etc. Pourtant, la réalité est que beaucoup d'agents se font écrêter (nous estimons à 48 ETP cet écrêtement), que très peu abusent des « indispositions de courte durée » (en moyenne les agents utilisent 0,8 jour d'indisposition en un an !), etc.

Il y a une forme d'indécence à ce que des inspecteurs, pour le coup réellement privilégiés, stigmatisent les acquis des fonctionnaires. Ces gens-là ne cessent de prôner la transparence, mais bizarrement, ils ne préconisent pas de rendre public ce qu'ils touchent ! On aimerait pourtant connaître le montant de toutes les primes cumulées de ceux qui préconisent de nous fliquer et de nous enlever des jours de congé.

Un autre rapport (cf. <https://www.webhelp.com/app/uploads/2019/03/Rapport-Webhelp-VDef.pdf>) a été remis à Darmanin par une boîte privée, qui préconise une thérapie de choc : externaliser massivement des services administratifs vers le privé. Pour accompagner ce dégraissage généralisé, il est prévu : non remplacement des départs à la retraite, plans de départs « volontaires », mais aussi transfert des effectifs vers les prestataires privés ! La philosophie est simple : ce qui doit rester dans le public, c'est le « pilotage », et l'exécution doit être transférée au privé qui pourra remplir le service en précarisant et en surexploitant les salariés.

Face à un pouvoir déterminé à liquider notre statut et à nous mettre au pas, la résistance et la riposte s'imposent.

Pour réfléchir à l'intérêt de ce statut et envisager, non pas la casse de la fonction publique mais au contraire une fonction publique élargie, nous vous invitons à une rencontre avec

Bernard Friot, économiste et sociologue spécialiste de la fonction publique et des retraites, vendredi 12 avril à 12h45 en salle Closon

Défenseur du statut de la fonction publique, du salaire à vie, Bernard Friot nous conforte à résister en travaillant à un projet alternatif à l'emprise du capital sur nos vies. Trop souvent, les organisations syndicales se cantonnent à des revendications défensives, au lieu de les inscrire dans un projet émancipateur qui ose remettre en cause les fondements de la logique du système actuel. Bernard Friot nous aidera à comprendre les ressorts profonds du projet du gouvernement et mettra en discussion des thèses pour penser l'alternative.